

MASTER PLAN TIC

Poncelet Bruno

En date du 4 juillet 2011, Jean-Claude Marcourt a sollicité l'avis du CESRW sur l'avant-projet de Plan pour les Technologies de l'Information et de la Communication intitulé « Master Plan TIC ». Ce plan est sensé « permettre à la Wallonie de jouer un rôle actif dans un monde où le virtuel et le réel auront définitivement fusionné à l'horizon 2025. Il devrait à la fois créer les conditions de réussite, identifier les opportunités de développement et accompagner les projets issus de l'ensemble des acteurs de notre société ».

le Master Plan TIC s'inscrit dans un contexte plus large, à savoir la « stratégie numérique pour l'Europe » qui vise à renforcer la compétitivité internationale à l'aide de technologies dont les normes et modalités de fonctionnement sont définies et produites par des lobbys privés, à commencer par GS1...

1. L'origine du projet : un lobby privé

Présente dans plus de 140 pays, GS1 est une organisation mondiale réunissant des firmes privées autour d'un objectif défini : promouvoir de nouvelles technologies contrôlées par les entreprises à l'échelle planétaire.

Prenons le code barre : à l'origine, un système européen (nommé EAN) et un système américain (nommé UCC) coexistaient – tous deux gérés par des entreprises privées. En 1998, un accord est trouvé pour une seule organisation mondiale, qui aboutira en 2005 à la fusion EAN-UCC et donnera naissance à GS1.

Grâce à GS1, les entreprises-membres peuvent s'atteler à inventer des technologies et définir des normes techniques valables sur toute la planète. Ce sont elles (et non les politiques) qui définissent les standards mis en place, les diffusent à l'échelle internationale, et assurent à leurs membres des formations pour en maîtriser les différents aspects.

Bien entendu, cette innovation technologique planétaire est porteuse de changements sociaux - aussi bien positifs que négatifs. Pour éviter toute critique susceptible de ralentir ses projets, GS1 met donc en place du lobbying et de la propagande afin de créer une aura de sympathie autour de ses innovations (présentées comme émancipatrices et porteuses de progrès). Cela passe à travers des courriers d'argumentaires envoyés aux autorités, des campagnes publicitaires vantant les mérites des TIC, et la tenue de colloques mêlant hommes d'affaires, experts et responsables politiques de haut niveau. Sans oublier la publicité omniprésente des firmes « multimédias » vantant leur dernier joujou technologique à une cadence frénétique, jour après jour, heure après heure.

L'introduction du *Master Plan TIC*, avec ses multiples exemples sur les bienfaits des TIC, correspond à merveille au message que cherche à faire passer GS1.

Bien entendu, GS1 ne travaille pas seule sur ces problématiques. Par exemple, le 1^{er} **Symposium transatlantique sur les bénéfices sociaux des RFID** (Radio Frequency Identification), organisé en 2008, était sponsorisé par le *TransAtlantic Business Dialogue*, l'*European-American Business Council* et *GS1 EPCglobal* ; il avait également le soutien du Département américain au commerce et de la Commission européenne... Quand à la *Fondation Européenne pour Internet* – qui entend conseiller directement les autorités européennes en matière de TIC –, elle compte parmi ses dirigeants des membres du *Transatlantic Policy Network* (TPN) comme James Elles ou Erika Mann...

2. La stratégie numérique pour l'Europe¹

Le projet a été lancé récemment en 2010. Le ton général est le suivant : ceux qui prendront le train des TIC à l'heure en tireront d'énormes bienfaits, ceux qui traîneront en chemin n'auront que leurs yeux pour pleurer...

Menus exemples de ce « **positivisme** » européen :

- « Le secteur des TIC génère directement 5% du PIB européen et représente une valeur marchande annuelle de 660 milliards d'euros ».
- A l'image du marché autorégulé (qui harmonisera tout dès que les obstacles à son développement auront été levés), il existe un « **cercle vertueux de l'économie numérique** » opposé à **sept obstacles majeurs qu'il faut à tout prix lever** : cloisonnement des marchés numériques, manque d'interopérabilité, cybercriminalité et méfiance des consommateurs, manque d'investissement dans les réseaux, insuffisance de la recherche et de l'innovation, manque de compétences numériques et occasion manquée de régler certains défis sociaux (les TIC étant, par exemple appelés, à résoudre le problème de réchauffement climatique).
- Plus loin, la Commission européenne parle d'évaluer « le coût socioéconomique de la non-Europe sur les marchés des télécommunications », tout en formulant à l'avance les conclusions de cette étude qui « mettra en évidence les avantages d'un marché mieux intégré et proposera des mesures pour faire baisser les coûts ».

« **Travailler plus dur** » (= dégradation des conditions de travail), « **travailler plus longtemps** » (= recul de l'âge de la pension) et « **travailler plus intelligemment** » (= avec de nouvelles technologies): voilà l'**objectif global**² dans lequel s'insère la stratégie numérique européenne.

Celle-ci vise notamment à :

- Créer un **marché numérique européen plus compétitif** grâce aux TIC (qui vont par exemple accélérer la « libre-circulation » des biens et services grâce à une traçabilité permanente des objets) ;

¹ Référence du document : COM(2010) 245 final/2. Communication de la commission au parlement européen, au conseil, au comité économique et social européen et au comité des régions.

² L'union Européenne ne parle évidemment pas de faire travailler plus et plus longtemps comme un objectif en soit, elle recourt - comme d'habitude - à des arguments fatalistes...

- Mettre en place un **Internet des objets** qui va révolutionner de fond en comble l'organisation sociale, qu'elle soit privée ou professionnelle.

En résumé, l'**Internet des objets** consiste à :

- Doter chaque objet d'une **puce RFID** lui permettant d'entrer en interaction avec le « nuage de données » d'Internet ;
- Créer dans le « nuage de données » une adresse IP personnalisée pour chaque objet produit et commercialisé (un tube de dentifrice, par exemple, aura sa propre adresse IP) ;
- Le « nuage de données » enregistrera alors l'histoire de chaque objet selon les programmations du logiciel (lieu de production, lieu de vente, numéro de carte bancaire ayant servi à l'acheter, personnes et objets avec lesquels l'objet voyage tout au long de sa « vie », état de l'objet) ;
- De plus en plus communicants, les objets seront aussi en mesure d'interagir de façon intrusive et automatique. Par exemple, notre frigo pourrait recommander automatiquement des produits épuisés, notre réveil matin pourrait être réglé en fonction de notre agenda-boulot, notre GSM recevra des pubs personnalisées en fonction de notre profil social et consumériste... De même, les objets transmettront des mines d'informations à propos de notre personnalité et de notre profil politique (le pull de Monsieur X est présent à la manifestation contre le centre fermé de Vottem ; le magazine lesbien a été acheté par Madame Y dans la librairie U...).

Via ces objets « intelligents », l'Internet des objets a :

- pour ambition d'**accroître la productivité au sein de la vie privée** (les objets effectuant de façon automatique toute une série de fonctions actuellement assurées par nos soins)³ ;
- pour corollaire l'**extension massive de la vente en ligne par Internet** (pour commander de nouveaux produits, le frigo ne se déplacera pas au magasin mais passera sa commande au « nuage de données »).

Pour réussir, la stratégie numérique de l'Union européenne passe par de nombreuses actions (législatives, financières, sécuritaires...) visant à développer les réseaux TIC ; à européaniser (dans une perspective transatlantique et mondialiste) les pratiques nationales ; à donner confiance au public... L'un des buts concrets est de **transformer radicalement le commerce** : les magasins de proximité disparaîtront massivement au profit de **plateformes transnationales de vente en ligne**. L'Union européenne insiste beaucoup sur ce point : les TIC doivent renforcer la dimension européenne (et transnationale) du marché... Plutôt qu'aller au magasin du coin, on pourra donc facilement commander des produits à une firme située n'importe où dans le marché numérique internationalisé. Soit une splendide **porte ouverte à la délocalisation du commerce** vers des régions fiscalement et socialement peu exigeantes...

Dans le même esprit, l'administration en ligne sera de plus en plus interactive, diminuant d'autant les besoins en fonctionnaires... **Les licenciements et réductions d'effectifs** dans la fonction publique sont donc appelés à se poursuivre...

Enfin, le renforcement de la sécurité et la lutte contre la cybercriminalité sont également au menu de l'Europe numérique, avec le **renforcement des outils de surveillance et de répression**.

³ Un « confort » qui sera peut-être de plus en plus nécessaire si la flexibilité du travail s'intensifie (on gagnera du temps à la maison pour en donner davantage à son patron).

3. Le Master Plan TIC de la Région wallonne

Philosophie générale directement inspirée du monde privé :

- arguments naturalistes (surtout ne pas réfléchir, il faut foncer droit devant !) ;
- même type de discours que les lobbys de multinationales qui, dans leur stratégie, cherchent à faire passer leurs désirs pour une évidence incontournable ;
- les principaux conseillers de l'étude viennent du secteur privé ;

Exemple concret : « Admettre une fois pour toute que le débat sur le bienfondé de la société de l'information est dépassé et a pour conséquence majeure de ralentir son adoption dans de bonnes conditions ».

Cette façon de voir les choses répond pleinement à cette réflexion faite par la Commission européenne à propos de la mise en place de l'Europe numérique : « Le plus ardu sera, désormais, de faire en sorte que les mesures nécessaires à la réalisation de nos objectifs soient rapidement adoptées et mises en œuvre. Pour que cette nouvelle étape cruciale pour l'Europe puisse être franchie, il faudra que tous fassent preuve de la même détermination et partagent une vision commune ».

Les risques sur la vie privée ne sont pas ignorés... mais occupent seulement deux pages sur un texte de 84 pages ! Il s'agit principalement de bonnes intentions... qui ne font aucune mention des dérives déjà présentes dans la législation européenne qui multiplie pourtant :

- la collecte de données « personnelles » ;
- les moyens légaux pour les autorités de surveiller toutes les formes de communications (« TIC » incluses) ;
- la transmission de ces données à l'échelle internationale ainsi qu'au monde privé
- enfin, la stratégie numérique évoque ouvertement un renforcement de la lutte contre la cybercriminalité.

Le projet est vanté pour la croissance économique qu'il développera, et la hausse d'emplois qui s'ensuivra. Oui mais...

- **existe-t-il une réelle analyse prospective du bilan emplois créés / emplois détruits** par l'émergence d'objets intelligents et communicants ?
- **existe-t-il une réelle analyse prospective du bilan qualité des emplois créés ?** Les entreprises de nouvelles technologies riment souvent avec boulots mal payés et emplois précaires. Par exemple, une journaliste engagée comme intérimaire chez Amazon a révélé les conditions de travail dantesques qui y règnent, avec notamment l'existence d'un carnet à 6 points pour tout nouvel engagé, chaque jour d'absence (même justifié par un certificat médical) entraînant le retrait d'un point, tout travailleur arrivant à zéro étant automatiquement licencié !
- **existe-t-il une réflexion prospective sur le fait que les TIC vont renforcer la productivité (et donc les profits potentiels) de nombreux secteurs comme la santé, avec à la clé des pressions accrues des multinationales pour aller vers une privatisation ?**

- **enfin**, le Master Plan TIC vise à renforcer les logiques de compétitivité transnationale, répondant ainsi aux demandes de lobbys - qui rêvent ouvertement d'en finir avec les contraintes fiscales ou sociales qu'on impose aux entreprises - et à la logique européenne dont on sait tout le bien qu'elle nous fait...

4. Quelques questions et réflexions

En route vers de nouvelles privatisations ? :

Tout le document *Master Plan TIC* est une ode au secteur privé (et le reflet de ses préoccupations). Un monde privé qui a clairement des vues sur l'enseignement, les pensions, les soins de santé et la sécurité sociale en général.

Comme les TIC sont une source potentielle d'énormes bénéfices, leur investissement dans les secteurs de l'éducation et de la santé ne va pas aller sans une évidente volonté de privatiser ces secteurs. Et comme les promoteurs privés du TIC sont les mêmes que les promoteurs privés du libre-échange compétitif, on peut s'attendre à ce qu'ils arrivent à leurs fins.

Deux exemples dans le secteur de l'enseignement :

- le « Master Plan TIC » wallon évoque un changement dans la nature du travail de l'enseignant qui va passer du rôle de dispensateur de savoir à celui de facilitateur d'accès au savoir (via les nouvelles technologies). Cela est-il susceptible d'amener, dans l'avenir, à des remaniements des effectifs d'enseignants disponibles ?
- Le secteur public (dont les marges budgétaires sont de plus en plus ridicules sous la pression de la compétitivité internationale, elle-même fruit d'un intense travail de lobbying des multinationales) aura-t-il toujours les moyens de financer l'émergence des TIC dans l'enseignement ? Ou bien faudra-t-il faire de plus en plus appel au privé, qui se verra dès lors ouvrir une voie royale vers ce qu'il souhaite ardemment : contrôler le contenu de l'enseignement, de manière à former des « gens prêts à l'emploi » - et qu'importe si ces gens ne sont pas « prêts à la citoyenneté ».

Santé / Environnement :

Aucun questionnement sur les risques pour la santé d'une société où les ondes se multiplient. Où l'on plante les gens d'objets intelligents.

Or, les ondes GSM / Wifi font actuellement l'objet de controverses scientifiques sur les risques en matière de santé (surtout la santé des jeunes, enfants et bébés, manifestement plus sensibles que les adultes). On sait également que certaines personnes développent une hypersensibilité aux ondes wifi (ce qui indique clairement que ces technologies ne sont pas neutres pour la santé). Pourtant, le document n'en fait pas écho...

Hyper développement du capitalisme :

Les TIC représentent un nouveau créneau innovant pour le capitalisme (dont l'histoire est une longue suite de vagues d'innovations / expansion).

Cependant, le capitalisme reste ce qu'il est : un système d'accumulation et de dualisation de la société (*a fortiori* quand il n'y a pas de garde-fous et de contre-pouvoirs pour le contraindre à respecter des normes sociales, syndicales, environnementales...).

Les TIC, vus sous l'angle de l'expansion du capitalisme, posent deux problèmes majeurs :

1. le premier est ancien puisqu'il s'agit du renforcement d'échanges inégaux et de stratégies militaires pour s'appropriier les matières premières nécessaires au développement des productions matérielles. Dans le cadre des TIC, on fait notamment grand usage du **coltan**, une matière première si précieuse qu'elle a déjà provoqué 5 millions de morts dans les guerres de contrôle des mines en République Démocratique du Congo ;
2. le second problème est plus neuf, puisqu'il s'agit de développer des technologies invasives (qui pénètrent dans le corps) de plus en plus poussées et sans nécessité médicale (par prévention). Cela renvoie à la conquête par le capitalisme (et les multinationales) d'une nouvelle frontière : nos corps.

Bref, le Master Plan TIC de la Wallonie (dicté par une stratégie européenne et transnationale promouvant de nouvelles technologies pour plus de compétitivité) soulève de nombreuses questions - démocratiques, sanitaires et syndicales notamment -, qui renvoient toutes à l'inféodation idéologique (consciente ou non) du monde politique aux logiques et stratégies du monde privé.

